

Un quart des Français se voient entrepreneurs

TRAVAIL

Selon un sondage OpinionWay réalisé à l'occasion du prochain Salon des entrepreneurs, 28 % des Français se disent désireux de créer leur entreprise.

Mais 57 % estiment que la protection sociale des indépendants n'est pas suffisante.

Marie Bellan
@mbellani

Créer son entreprise est un avenir dans lequel se projettent de plus en plus de Français. Selon un sondage OpinionWay réalisé pour l'Union des autoentrepreneurs et la Fondation Le Roch-Les Mousquetaires à l'occasion du Salon des entrepreneurs, 28 % des Français sont désireux de reprendre ou créer une entreprise. Un engouement confirmé par le record de créations d'entreprises enregistré par l'Insee en 2018.

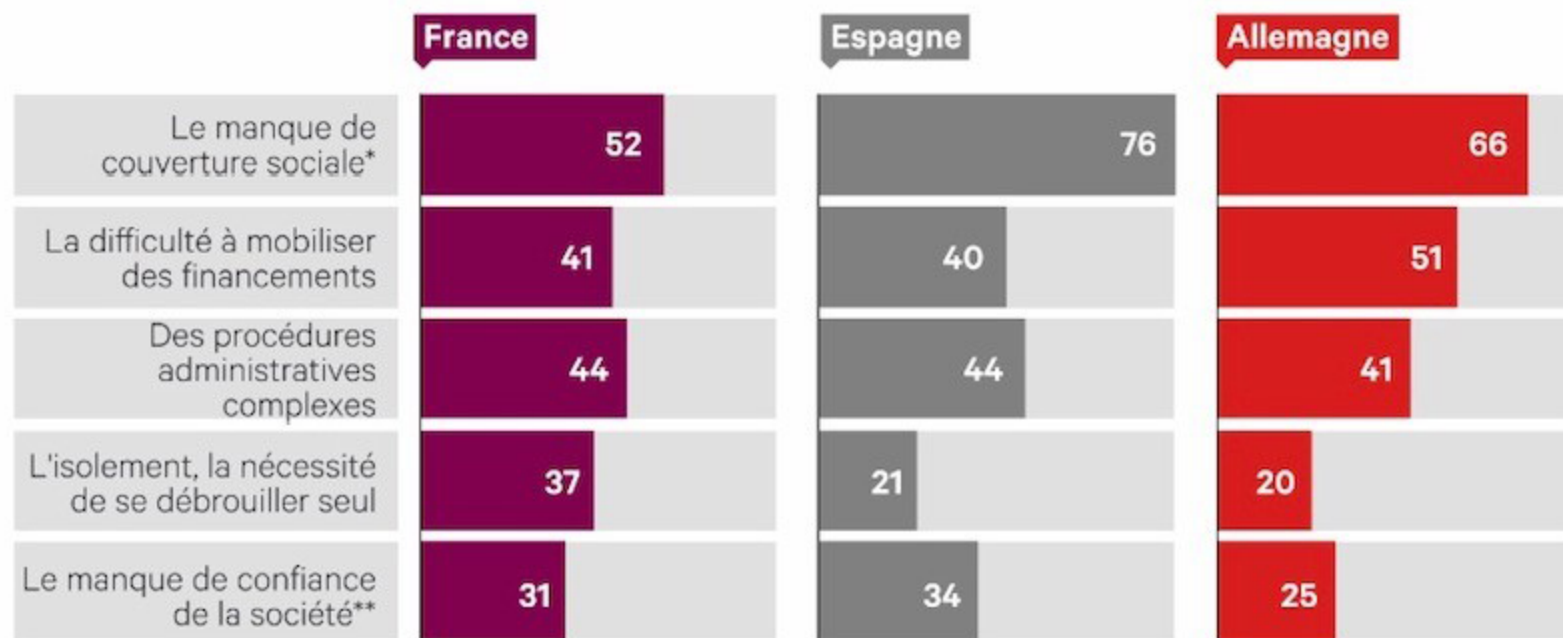
Ce mouvement est toutefois moins fort que chez nos voisins européens. Au Royaume-Uni, plus de la moitié des personnes interrogées se projettent dans la création d'entreprise. Le ratio se monte même à 55 % en Espagne.

Attractivité du salariat

Si un gros quart des Français se voient entrepreneurs, il y a parfois loin du rêve à la réalité. En effet, seule la moitié de ces potentiels créateurs d'entreprise pensent

Les principales difficultés rencontrées par les entrepreneurs en Europe

Réponses, en %



*Droit au chômage, sécurité sociale, accidents du travail, etc.

**Difficulté pour louer un logement, obtenir un crédit, ouvrir un compte bancaire, etc.

« LES ÉCHOS » / SOURCE : SONDAJE OPINIONWAY (5.114 PERSONNES INTERROGÉES DU 9 AU 18 JANVIER 2019)

réaliser leur projet dans les deux ans qui viennent. Le salariat garde une forte capacité d'attraction : 63 % des sondés voient leur avenir professionnel en tant que salarié uniquement. Un chiffre qui monte à 66 % au Royaume-Uni et même 71 % en Allemagne.

Le travail indépendant est surtout considéré comme un moyen de créer son propre emploi (88 % en France, 93 % au Royaume-Uni et 92 % en Espagne). Seulement la moitié des personnes interrogées en France y voient un moyen de bien gagner sa vie, alors que c'est le cas de 90 % des Britanniques, ce qui montre que le travail indépendant est perçu de manière très différente d'un pays à l'autre selon les cultures mais aussi selon la législation. En Espagne par exemple, seuls 55 % des sondés ont une bonne opinion du travail indépendant car le statut

d'« autonomos », créé en 2007, a introduit une catégorie de travailleur autonome mais dépendant économiquement et dont les droits sociaux restent très limités. Une réforme, entrée en vigueur l'an dernier, tente d'améliorer les protections offertes à ces indépendants.

Le travail indépendant est surtout considéré comme un moyen de créer son propre emploi.

Le manque de protection sociale est cité dans tous les pays comme la principale difficulté rencontrée par les entrepreneurs (52 % en France, 66 % en Allemagne et 76 % en Espagne). Bien loin devant la complexité

des procédures administratives (44 % en France) ou encore la difficulté à trouver un logement ou à accéder à un crédit (31 %). « Il nous faut créer un socle des protections sociales attachées à la personne et avec une portabilité des droits, à l'instar de la formation professionnelle, estime François Hurel, le président de l'Union des autoentrepreneurs. Il faut éviter en revanche à tout prix l'idée d'un troisième statut hybride où la protection sociale serait prise en tout ou partie par les plateformes » Internet du type Uber ou Deliveroo.

La montée en puissance des plateformes numériques, et la spécificité de la relation de travail qu'elles entretiennent avec les travailleurs qui opèrent pour elles, rend en effet nécessaire un changement de législation sur lequel planche en ce moment le gouvernement. ■